PROCES-VERBAL DU 17 MAI 2004 A 10 HEURES 30

Bureau

Délibératif

LISTE DE PRESENCE

PRESENTS

MM. Bret
Da Passano
Dumont
Mme Pedrini
M. Charrier
Mme Vullien
MM. Touraine
Buna
Jeannot
Reppelin
Vesco
Calvel
Duport
Lambert
Malaval
Mme Gelas
MM. Joly
Abadie
Polga
Pillonel
Claisse
Paoli
Barral
Mme Guillemot
MM. Laurent
David
Mmes Vessiller
Rabatel

ABSENTS EXCUSES

MM. Collomb
Muet
Darne J.
Colin
Mme Elmalan
MM. Crédoz
Bertrand

ABSENTS

MM. Gerin
Braillard
Daclin

ASSISTAIENT A LA REUNION

M. Boyron
M. Caviglia
M. Chabert
M. Cizeron
Mme Couturier
M. Dibilio
M. Ducroux
M. Gonson
M. Lavinale

M.	Lemesle
Mme	Léon
M.	Madinier
M.	Meynet
M.	Quignon
M.	Rivalta
Mme	Sibeud
M.	Thibault

M. BRET préside le Bureau délibératif de ce jour, en remplacement de monsieur le président Collomb, et ouvre la séance.

Il souhaite la bienvenue à madame Rabatel, nouvellement élue vice-présidente.

A propos de la délégation des personnels présente dans le déambulatoire, il explique qu'elle avait souhaité être reçue par le Bureau mais que c'est finalement messieurs Crédoz, Lemesle et Madinier qui la reçoivent. Il demande à monsieur Quignon d'expliquer l'objet de cette demande d'entrevue.

M. QUIGNON informe qu'il s'agit des jours de congé qui sont traditionnellement octroyés par le président dans la limite de trois par an. Ces jours ont été confirmés dans l'accord sur l'ARTT passé à la fin de l'année 2001 et intégrés dans la durée du temps de travail. Le tribunal administratif a, dans un premier temps, annulé cette délibération à la suite d'une requête de l'association Canol. Il a été convenu, avec les organisations syndicales, en attente du jugement en appel qui doit intervenir dans les prochaines semaines, d'observer un *statu quo* quant à l'application de l'accord d'ARTT. La direction générale a, malgré tout, souhaité geler les trois jours du président par prudence, le contentieux portant sur 6 jours de congés annuels.

Le vendredi 21 mai ne sera donc pas donné en jour du président mais Pierre Crédoz va proposer aux personnels une certaine souplesse sur la prise de ce jour congé.

Un rendez-vous sera pris lorsque le jugement définitif sera connu.

En outre, cette année comporte fort peu de jours fériés influant sur la durée effective du temps de travail (les 1^{er} et 8 mai sont des samedis), il conviendra donc d'en ajuster la durée.

Au Grand Lyon, les relations sociales sont particulièrement intenses, le dialogue s'avère donc nécessaire.

M. LE PRESIDENT remarque que les maires sont quelquefois confrontés à des problématiques identiques et qu'il est bien de partager ce genre d'information.

Il propose l'adoption du procès-verbal du Bureau délibératif du 5 avril 2004.

Adopté.

PARTIE DELIBERATIVE

N° B-2004-2226 - Prestations d'assistance et de maintenance du progiciel Texto - Autorisation de signer le marché -

N° B-2004-2227 - Mandat spécial accordé à monsieur le vice-président Alain Joly pour une mission à Tbilissi et Koutaïssi (Géorgie) -

N° B-2004-2228 - Mandat spécial accordé à monsieur le vice-président Claude Pillonel pour une mission à Porto Novo (Bénin) -

N° B-2004-2229 - Prestations de maintenance du progiciel Apic - Acquisition de licences d'utilisation, version courante et prestations complémentaires - Autorisation de signer le marché -

N° B-2004-2230 - Contrat d'assurance dommages aux biens - Marché passé avec Gras Savoye mandataire de la compagnie CHUBB pour les risques simples et de la compagnie AIG pour les risques industriels - Avenant n° 1 -

N° B-2004-2231 - Prestations d'accueil, d'enregistrement et de suivi des dossiers d'incidents signalés par tous les utilisateurs du système d'information de la Communauté urbaine (hot-line) - Autorisation de signer le marché -

M. DUMONT résume la teneur de cette série de dossiers.

A propos du rapport n° 2004-2227, **M. JOLY** précise que cette mission en Géorgie était programmée depuis deux ou trois ans mais qu'il a fallu attendre un changement de régime assez radical pour amorcer une politique de coopération.

Un projet voté par le Bureau concernant un déplacement en Moldavie au mois de février vient d'aboutir. Il y avait des problèmes pour arriver à une coopération en matière d'eau propre pour la ville de Balti car l'Etat moldave avait nationalisé une conduite d'eau de 80 kilomètres. Or, il a reçu, la semaine dernière, un document signé engageant l'Etat moldave à pérenniser cette conduite pour ravitailler la ville.

En ce qui concerne le rapport n° **B-2004-2228**, **M. PILLONEL** indique que Porto Novo, capitale du Bénin, est une ville de 250 000 habitants qui n'avait aucune politique de la circulation et des déplacements. La Communauté urbaine a participé à la fourniture et à l'installation de feux tricolores sur 5 carrefours principaux. Il s'agit surtout de gestion de deux roues mais ce système rend un grand service et donne davantage un caractère de capitale à la ville. Le maire a entrepris une démarche pédagogique auprès des habitants. C'est un pays pauvre qui porte la francophonie en Afrique et qu'il faut absolument aider.

Adoptés.

N° B-2004-2232 - Fontaines Saint Martin - Acquisition d'une parcelle de terrain située chemin de l'EpINETTE et appartenant à M. Roger Flèche -

N° B-2004-2233 - Lyon 9° - Création d'une voie nouvelle entre les rues Marietton et du Souvenir - Engagement de la procédure de déclaration d'utilité publique et d'expropriation -

N° B-2004-2234 - Lyon 9° - Autorisation donnée à la SERL d'acquérir les lots de copropriété n° 48 et 61 dans l'immeuble situé 47, quai Paul Sédaillan et appartenant à M. Vincent Revol -

N° B-2004-2235 - Meyzieu - Acquisition d'une parcelle de terrain située boulevard Ambroise Paré et appartenant à la société Décines immobilier -

N° B-2004-2236 - Limonest - Acquisition de huit parcelles de terrain situées lieu-dit la Bruyère et appartenant à M. Georges Millot -

N° B-2004-2237 - Pierre Bénite - Acquisition d'une parcelle de terrain située 63, rue Parmentier et appartenant à la société Urba concept -

N° B-2004-2238 - Irigny - Acquisition d'une parcelle de terrain située chemin de Presles et appartenant à la société Urba concept -

M. BARRAL présente ces rapports.

Adoptés.

N° B-2004-2239 - Missions de formation et de suivi professionnel des agents de la direction de l'eau - Autorisation de signer le marché -

M. REPELIN expose ce dossier.

Adopté.

N° B-2004-2240 - Fourniture de produits chimiques - Lot n° 1 : produits chimiques utilisés sur la chaussée et le mobilier urbain - Autorisation de signer le marché -

N° B-2004-2241 - Fourniture de produits chimiques - Lot n° 2 : produits chimiques utilisés dans les ateliers, dépôts et garages - Autorisation de signer le marché -

N° B-2004-2242 - Fourniture de produits chimiques - Lot n° 3 : désherbant - Autorisation de signer le marché -

Mme PEDRINI présente ces trois rapports.

Mme VESSILLER demande si la Communauté urbaine se situe dans une logique de réduction de l'usage des désherbants, comme les villes de Lyon et Villeurbanne.

M. BRET confirme le souhait de réduire l'usage des désherbants. La culture de l'urbain induit un refus de l'herbe par les habitants, une touffe d'herbe sur un trottoir étant considérée comme une agression visuelle. Il est nécessaire d'habituer les gens à ne pas considérer l'herbe comme un destructeur du paysage urbain.

Une des tâches effectuées avec la direction de la voirie est celle de reprise des pieds d'arbres avec des types d'herbes qui puissent pousser sans être mal considérés par les habitants. Cela permettra dans les années qui viennent de réduire régulièrement mais sans arrêt brutal l'utilisation du désherbant.

M. BUNA avise que la ville de Lyon s'est fixé des objectifs quantitatifs radicaux : 0 produits phytosanitaires dans les espaces verts de la ville de Lyon à la fin du mandat, aujourd'hui la diminution est de 2/3.

Il rappelle que ces produits chimiques sont sans doute à l'origine d'un nombre important de cancers. Actuellement, au niveau européen, il y a une très forte demande pour éliminer une série de produits de l'industrie chimique mais cela coûte cher. Il est cependant indispensable de rappeler que le véritable enjeu est de l'ordre sanitaire et environnemental.

Adoptés.

N° B-2004-2243 - Centre de valorisation thermique des déchets urbains de Lyon sud - Maintenance des équipements électriques - Lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert -

N° B-2004-2244 - Centre de valorisation thermique des déchets urbains de Lyon sud - Lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert - Maintenance des protections réfractaires des chaudières -

N° B-2004-2245 - Centre de valorisation thermique des déchets urbains de Lyon sud - Maintenance des équipements mécaniques - Lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert -

N° B-2004-2246 - Traitement des CFC (chloro fluoro carbonés) contenus dans les réfrigérateurs récupérés en déchetterie - Lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert -

N° B-2004-2247 - Centre de valorisation thermique des déchets urbains de Lyon sud - Maintenance de la chaudronnerie, la tuyauterie, le calorifuge, les pièces mécano-soudées - Lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert -

N° B-2004-2248 - Centre de valorisation thermique des déchets urbains de Lyon sud - Fourniture de produits industriels - Lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert -

N° B-2004-2249 - Centre de valorisation thermique des déchets urbains de Lyon sud - Fourniture de produits chimiques - Lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert -

N° B-2004-2250 - Marché de maîtrise d'oeuvre sans conception pour la mise en conformité du centre de valorisation thermique des déchets urbains de Lyon-sud - Avenant n° 1 -

M. DA PASSANO qui rapporte ces dossiers souligne, à propos du rapport n° **B-2004-2250**, que lorsqu'il s'agit de grosses opérations, les vice-présidents responsables gagneraient à être associés, avec voix consultative, aux travaux de la commission d'appel d'offres afin de ne pas avoir à demander des explications sur tel ou tel problème quand ils ont affaire aux entreprises.

En outre, il espère que les divers contretemps ne conduiront pas à ne pas respecter les délais impartis car la mise en conformité est prévue pour le 31 décembre 2005. Il serait très déplorable que ces incidents administratifs de lourdeur de procédure aient une telle conséquence. Il tenait à souligner ces deux points.

M. JEANNOT ajoute que la commission d'appel d'offres est très en demande de personnes responsables des marchés (PRM). Les PRM n'ont pas à intervenir dans la décision mais elles sont fortement invitées à venir, d'une part, expliquer le fonctionnement de leur délégation, d'autre part, s'initier au fonctionnement d'une commission d'appel d'offres (code des marchés publics). Il est prêt à fixer une date aux vice-présidents concernés pour organiser cette information.

M. DA PASSANO connaît le fonctionnement d'une commission d'appel d'offres et, dans la plupart des cas, il n'est pas nécessaire d'avoir une consultation élargie. En revanche, pour les quelques marchés particulièrement importants dans l'année, la CAP pourrait inviter à assister à la commission les personnes responsables afin qu'en cas d'incident de procédure celui-ci soit connu par eux.

M. JEANNOT fait remarquer que la date est connue par les services de la Communauté urbaine et que le projet est signé par le vice-président.

M. LE PRESIDENT pense qu'il est possible de trouver les modalités qui permettront une collaboration efficace.

M. PILLONEL ajoute que la négociation est un élément important qui peut permettre de réaliser des économies pour la Communauté urbaine.

A propos du rapport n° **B-2004-2243**, **M. PAOLI** demande si la même entreprise peut, éventuellement, récupérer la totalité des lots.

M. JEANNOT précise que 6 entreprises seront consultées pour les 6 lots mais que si l'une d'entre elles propose le meilleur marché pour l'ensemble des lots, elle aura les 6 lots.

Adoptés.

N° B-2004-2251 - Garantie d'emprunt accordée à l'Opac du Grand Lyon -

N° B-2004-2252 - Garanties d'emprunts accordées à des SA d'HLM -

N° B-2004-2253 - Garantie d'emprunt accordée à la SCIC Habitat Rhône-Alpes -

Ces rapports ont été présentés par **M. BARRAL**.

Adoptés.

N° B-2004-2254 - Caluire et Cuire - Opération programmée d'amélioration de l'habitat expérimentale - Augmentation des crédits attribués au financement des subventions - Convention d'opération - Avenant -

M. POLGA présente ce dossier.

Adopté.

N° B-2004-2255 - Lyon 2° - Convention avec la SNCF et la Ville, relative à la passerelle reliant le centre d'échanges de Lyon-Perrache au cours Charlemagne - Avenant n° 3 -

N° B-2004-2256 - Saint Priest - Revente, à la Ville, de biens dépendants de la copropriété Bellevue située 40, rue George Sand -

N° B-2004-2257 - Saint Priest - Revente, à la Ville, de biens dépendants de la copropriété Bellevue située 21, rue Mozart -

N° B-2004-2258 - Prestation d'égouttage et de transfert des déchets de balayage mécanisé - Secteur Lyon sud - Lancement d'une procédure d'appel d'offres ouvert -

N° B-2004-2259 - Marchés passés avec la société Renault France VI Lyon Sud - Avenants de substitution -

N° B-2004-2260 - Limonest - Autorisation donnée à la société Acta, ou toute société du groupe substituée, pour déposer un permis de construire sur un terrain communautaire situé Parc des Tuileries -

N° B-2004-2261 - Saint Priest - Autorisation de dépôt d'un permis de lotir par la SAS Gérard Jammet aménageur foncier sur un terrain communautaire situé rue Lamartine -

N° B-2004-2262 - Saint Fons, Lyon 3° - Autorisation de déposer les demandes de permis de démolir -

N° B-2004-2263 - Lyon 9° - Autorisation donnée au groupe Samse, ou à toute société à lui substituer, de déposer un permis de construire sur trois parcelles communautaires situées 46-50, rue Laure Diebold -

N° B-2004-2264 - Travaux de carrosserie sur véhicules légers - Lot n° 4 - Autorisation de signer le marché -

N° B-2004-2265 - Fourniture de balais pour balayeuses - Autorisation de signer le marché -

M. DUMONT expose ces dossiers.

Adoptés.

N° B-2004-2266 - Lyon 8° - Avenue Paul Santy - Individualisation d'autorisation de programme -

N° B-2004-2267 - Lyon 7° - Quartier de Gerland - Marché d'assistance au pilotage et à la gestion des opérations du projet de développement urbain - Avenant n° 1 -

N° B-2004-2268 - Bron - Albert Camus - Parc d'affaires - Individualisation partielle d'autorisation de programme -

N° B-2004-2269 - Lyon 6° - Palais des congrès à la Cité internationale - Extension - Lot n° 55 : équipement audiovisuel - Autorisation de signer le marché -

M. BUNA ayant explicité ces dossiers, **Mme GUILLEMOT** le remercie ainsi que les services communautaires de s'être préoccupé du dossier de Bron.

Adoptés.

N° B-2004-2270 - Vaulx en Velin - Grand projet de ville - Copropriétés des Cervelières Sauveteurs - Convention du plan de sauvegarde -

Ce dossier est présenté par **M. CHARRIER.**

Adopté.

N° B-2004-2271 - Animation et développement d'Info-Trafic - Marché annuel à bons de commande - Lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert -

N° B-2004-2272 - Lyon 3° - Voie nouvelle Montbrillant - Aménagement - Individualisation d'autorisation de programme complémentaire -

N° B-2004-2273 - Lyon 2° - Réseau mutualisé pour les télécommunications - Réalisation de la ligne de tramway de Lyon-Perrache à Confluence - Convention avec le Sytral - Travaux de génie civil -

N° B-2004-2274 - Vénissieux - Centre commercial Monmousseau - Requalification des espaces extérieurs - Autorisation de signer trois marchés de travaux -

N° B-2004-2275 - Vénissieux - Centre commercial Pyramide - Requalification des espaces extérieurs - Autorisation de signer le marché de travaux -

N° B-2004-2276 - Vénissieux, Saint Priest - Boulevard urbain "est", entre la rue Pelloutier et le chemin du Charbonnier - Mission CSPS - Autorisation de signer le marché -

N° B-2004-2277 - Vaulx en Velin - Boulevard urbain "est", entre les avenues Garibaldi et Charles de Gaulle - Mission CSPS - Autorisation de signer le marché -

N° B-2004-2278 - Vaulx en Velin, Vénissieux, Saint Priest - Boulevard urbain "est", entre la rue Pelloutier et le chemin du Charbonnier, l'avenue Garibaldi et l'avenue Charles de Gaulle - Elaboration de dossiers d'enquête publique - Autorisation de signer le marché -

N° B-2004-2279 - Lyon 9° - Rue de la Claire - Aménagement - Approbation d'un dossier de consultation des entrepreneurs - Lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert -

M. PILLONEL présente ces dossiers.

Adoptés.

Plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 11 heures 50.